

Nous envisageons donc un rôle beaucoup plus actif pour l'OEA en ce qui concerne la promotion et le renforcement de la démocratie. Le Groupe de promotion de la démocratie (GPD) ne devrait pas servir qu'à la surveillance d'élections, bien que ce soit certainement un aspect important de son travail. Nous voyons plusieurs besoins auxquels le GPD devrait chercher à répondre au Guatemala et dans les autres pays qui souhaitent l'aide de l'OEA :

- 1) des séminaires, des ateliers et des possibilités de formation pour les juges et les responsables de l'application de la loi;
- 2) l'enseignement aux militaires de leur rôle dans une société démocratique;
- 3) une aide technique pour la réforme des tribunaux;
- 4) une aide financière et technique aux organismes de défense des droits de la personne;
- 5) l'enseignement au niveau local du rôle et du fonctionnement de la démocratie;
- 6) la multiplication des échanges entre les institutions démocratiques de l'hémisphère.

Nous ne voyons pas pourquoi le GPD ne pourrait pas travailler à satisfaire ces besoins. S'il l'avait fait au Guatemala, nous n'aurions peut-être pas à faire face à cette situation aujourd'hui.

Je n'ai pas l'intention, Monsieur le président, de m'appesantir sur les occasions manquées. Ce que je veux mettre en évidence, c'est que nous avons l'obligation de prendre des moyens pour ne pas être continuellement aux prises avec des situations semblables. Et je suis convaincue que l'OEA peut faire le nécessaire pour les éviter à l'avenir.

Nous devrions confier au GPD le mandat de se mettre à l'oeuvre au Guatemala pour commencer à répondre aux besoins que je viens d'énumérer. Je sais qu'il existe également d'autres besoins. Mon gouvernement croit que la Commission interaméricaine des droits de l'Homme a aussi un rôle à jouer et qu'il faut absolument lui demander d'envoyer une mission au Guatemala le plus tôt possible.

Lorsque notre organisation commencera à mettre en oeuvre une approche à long terme de la promotion de la démocratie, sa valeur réelle pour l'hémisphère deviendra plus évidente pour tous. La gestion des crises provoquées par les coups d'État n'est pas ce qu'envisageait l'Engagement de Santiago. C'était plutôt, je crois, l'édification de sociétés démocratiques. Mon gouvernement s'attend à ce que nous nous y mettions dès aujourd'hui, et je crois qu'un appui ferme au renforcement des institutions démocratiques au Guatemala serait un bon début.